

Subsides

Parallèlement à l'avènement de la mécanisation, la recherche a permis de mettre au point de nouvelles cultures et de nouvelles variétés culturales et d'améliorer la qualité et le potentiel génétiques de notre bétail. Les systèmes d'inspection vétérinaire et de contrôle des maladies animales ont placé notre pays parmi les mieux cotés pour la qualité de son bétail à travers le monde. Les producteurs agricoles canadiens en tirent des bénéfices incalculables, et comme le disait, tout à l'heure, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan), le budget de 150 milliards de dollars qui est affecté à la recherche représente un budget très élevé en fonction de la population canadienne et envié par tous les agriculteurs à travers le monde. Tous ces éléments bien sûr, monsieur le président, ont contribué à accroître considérablement l'efficacité des agriculteurs canadiens qui peuvent maintenant nourrir en moyenne près de 60 autres personnes. Bien sûr il faut payer pour cette évolution et la productivité accrue des producteurs agricoles et cela est bien normal.

En 1961 les investissements en capitaux dans l'agriculture canadienne étaient de l'ordre d'environ \$19,000 par exploitation. Aujourd'hui ce chiffre atteint les \$200,000, voire même souvent plus que \$200,000. Les agriculteurs ont aussi dû faire face à des hausses importantes de leurs coûts de production, savoir, aux chapitres des engrais, des produits antiparasitaires, de la machinerie, des taux d'intérêt et de l'énergie. On estime aujourd'hui que les agriculteurs canadiens injectent plus de six milliards de dollars dans l'économie canadienne chaque année pour payer leurs facteurs de production. Et ce chiffre est évidemment appelé à s'accroître si on pense à la hausse des coûts de l'énergie.

Mais la hausse des coûts de production a également des répercussions à d'autres niveaux de la chaîne agro-alimentaire. On pourrait penser par exemple que le panier de provisions au Canada est encore celui qui coûte le moins cher dans tous les pays industrialisés du monde, et je pense qu'il en est ainsi à cause justement de la performance des agriculteurs et à la mécanisation et à la poussée très avancée de nos usines de transformation. La transformation alimentaire, qui est la plus importante industrie manufacturière du pays, est gravement touchée aussi par la hausse des coûts de la main-d'œuvre et de l'énergie. Ce sont d'ailleurs les principaux facteurs qui ont entraîné les hausses de prix des aliments au cours des dernières années. L'an dernier, les Canadiens ont consacré environ 30 milliards de dollars à leur alimentation. Cette somme a été payée aux caisses des marchés alimentaires et des restaurants, ce qui nous donne un ordre de grandeur du chiffre d'affaires de cette industrie, du moins à une extrémité de la chaîne, le consommateur. Par contre, monsieur le président, les trois principaux éléments de la chaîne agro-alimentaire, la production, la transformation et la vente au détail, fournissent directement ou indirectement de l'emploi à près du quart de la population canadienne, c'est-à-dire que l'emploi d'un Canadien sur quatre est relié de près ou de loin à l'agriculture, à l'alimentation ou à l'agro-alimentaire.

En plus de ceux qui tirent leurs revenus de ce secteur d'activités économiques, tous les Canadiens bénéficient de notre balance commerciale en agriculture. Nos exportations agricoles dépassaient les 6 milliards de dollars l'an dernier et nous avons enregistré un excédent commercial de 1.4 milliard de dollars. Cette année on prévoit que nos exportations atteindront

8 milliards de dollars et notre excédent commercial pourra atteindre 3 milliards de dollars. C'est donc un apport de devises étrangères qui fortifie énormément notre économie. Et comme on l'a indiqué dans le discours du trône et comme le ministre de l'Agriculture a l'intention de déposer dans un avenir assez rapproché un projet de loi sur la Société d'exportation des produits agricoles, Canagrex, il est essentiel que cette société soit sous la juridiction du ministère de l'Agriculture, puisqu'elle permettra aux agriculteurs, aux transformateurs, au ministère de l'Agriculture du Canada d'aller sur les marchés extérieurs concurrencer les producteurs à l'étranger et, bien sûr, faire diminuer notre balance commerciale. Cette importante société, nous l'espérons, verra le jour au début de l'année 1981.

L'activité économique en agriculture a un effet multiplicateur sur l'ensemble de notre économie. En moyenne 88 p. 100 des recettes agricoles sont transférés aux autres secteurs. La vente de produits et d'intrants agricoles représente 25 p. 100 de l'emploi dans le secteur canadien du commerce de gros.

Environ 14 p. 100 du fret et du transport au pays sont attribuables justement au commerce agro-alimentaire. Enfin parmi les cinq principales industries primaires au Canada, l'agriculture vient au deuxième rang après les mines et représente 7.3 p. 100 du produit national brut de toutes les industries dans l'économie.

Comme on peut le constater, divers facteurs ont contribué à l'évolution fulgurante de l'agriculture pour en faire l'une des principales industries de notre pays. Ces facteurs ont agi sur l'agriculture un peu comme sur le reste de la société, laquelle, par son influence du niveau de la demande à la consommation, a en quelque sorte exigé que le commerce agro-alimentaire devienne un ensemble aussi complexe.

Il s'agit d'une série de données et de faits qui peuvent nous donner une bonne idée de l'évolution et de la situation actuelle de l'agriculture et de son importance économique dans notre pays. On ne doit cependant pas oublier les agriculteurs qui sont les principaux artisans des réalisations dont je viens de faire état. Ce sont eux qui sont à la base de l'évolution de notre système agricole au Canada et de notre mise en marché des produits agro-alimentaires. Bougies d'allumage de cette évolution, ils ont su se donner ou exiger les structures et la protection nécessaires à leur survie et à la progression de leur secteur, pour leur prospérité d'abord et le bien-être de tous les Canadiens ensuite.

Pour progresser, les agriculteurs avaient besoin de protection tant au niveau de la production et des récoltes contre les caprices de la nature qu'au niveau des marchés, qui sont souvent caractérisés par des cycles qui peuvent ruiner les mieux nantis. Les divers programmes élaborés par les gouvernements fédéral et provinciaux ont permis dans une large mesure de stabiliser le secteur de la production. Les producteurs se sont aussi organisés pour planifier la mise en marché de leurs produits et atténuer les aléas du marché.

Agriculture Canada, monsieur le président, offre une vaste gamme de programmes qui aident à la stabilité nécessaire au secteur primaire de la production agricole, d'abord l'assurance-récolte qui protège les agriculteurs contre les intempéries en leur permettant de recouvrer au moins une partie de leurs coûts de production, puisque c'est un programme à frais